



UNION FÉDÉRALE DE L'ACTION SOCIALE

XÈME CONGRÈS

APPEL DU CONGRÈS

L'ensemble des délégué-e-s de l'Union Fédérale de l'Action Sociale CGT affirme que le Congrès s'est déroulé dans un contexte particulier, inédit et grave face à la dérive de la politique gouvernementale.

Alors que le Président de la République était prêt à donner les clés de Matignon au Rassemblement National, la mobilisation populaire a déjoué ce scénario, mais le capital ne veut pas voir appliquer le programme de partage des richesses, d'abrogation de la réforme des retraites, de hausse de nos salaires et de nos pensions de retraite... et fera tout pour empêcher l'application du programme du Nouveau Front Populaire, que la CGT a soutenu. Leur objectif ? Venir piocher dans nos poches et dans les caisses de la Sécurité sociale, tout en refusant une répartition équitable des richesses. Les travailleuses et travailleurs, retraité-e-s, précaires en feront les frais. Ce message est limpide. La gravité de la situation est sans précédent pour le secteur de l'action sociale, impactant non seulement les salarié-e-s, mais aussi les usager-ère-s, résident-e-s, personnes en situation de handicap, précaires...

Depuis des années, gouvernements et employeurs rognent nos moyens humain et financier autant dans le privé non-lucratif que dans le public. Aujourd'hui, cela se caractérise par des violents plans de licenciement (on pense particulièrement à nos camarades en lutte de l'association de Don Bosco et de l'APF). L'administratif, tel SERAFIN-ph, prend le pas sur la relation éducative et soignante, on nous impose de la suractivité, on criminalise des migrants (et même des mineurs), l'Etat évince la solidarité, bafoue la protection de l'enfance, et à cela se rajoute l'injustice des exclus du SEGUR/LAFORCADE. Sans oublier la répression syndicale qui ne cesse de progresser dans un état dit de droit.

Dans le médico-social, en ESAT, l'intégration des travailleurs en milieu ordinaire est une véritable jungle pour tout un chacun. La politique de l'accompagnement des personnes (adulte ou enfant), en situation de handicap est au mieux sous-dotée et au pire invisibilisante pour les usagers. L'inclusion n'est qu'un vernis qui masque les destructions programmées de nos institutions.

Malgré les alertes répétées des professionnels et de la CGT, la situation est totalement catastrophique. À ce jour il y a plus de 160 000 enfants victimes de violences sexuelles - un strict « déni social » selon la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, et plus de 2 000 enfants à la rue selon l'UNICEF. La protection de l'enfance laisse des mineurs maltraités, sans solution, sans éducateur, faute de moyens et d'égalité territoriale, accentuant une souffrance pour les professionnels et les usagers. Le Congrès de l'UFAS affirme sa solidarité avec tous les professionnels de la protection de l'enfance et de l'action sociale et médico-sociale.

Face à ces enjeux vitaux pour toute la société, ainsi que pour nous, travailleuses et travailleurs du secteur social et médico-social, du public, du privé et de l'associatif, l'Union Fédérale CGT de l'Action Sociale se battra toujours :

- ▶ Pour le respect de l'accord du 4 juin 2024 sur l'extension du SÉCUR et l'assurance de son financement par les pouvoirs publics,
- ▶ Pour l'égalité pour toutes et tous, plutôt que la « société inclusive » imposée par les libéraux dans un but de la baisse du coût du travail,
- ▶ Pour que l'humain reste au centre de nos métiers,
- ▶ Pour l'augmentation de nos salaires et l'amélioration de nos conditions de travail.

La victoire que représente l'extension des « 183 € » aux derniers exclus du privé prouve de manière éclatante que la lutte et la détermination payent. C'est avec cette détermination que l'UFAS et les syndicats CGT se mobilisent pour conserver nos conquises et gagner de nouveaux droits. La CGT exige la reprise des négociations dans les conventions collectives et exige une Convention Collective Unique et Étendue de Haut Niveau.

Les syndicats demandent d'être entendus sur leurs volontés d'élargir le périmètre de leur champ d'intervention, demandent la reconnaissance des CAS dans les statuts fédéraux, afin d'adapter la lutte syndicale à l'évolution du terrain, demandent la reconnaissance des syndiqués isolés de notre champ professionnel et demandent de leur permettre de participer à la vie démocratique de notre Union Fédérale.

Pour porter toutes nos revendications et dénoncer le jeu des politiques, l'UFAS appelle à soutenir la mobilisation par la présence de délégations des territoires, le 14 novembre à Angers, lors des assises des départements de France.

Soyons réalistes, exigeons l'impossible !